



Universiteit
Leiden
The Netherlands

Jeunesse comme ressource des conflits violents: une lecture historique et anthropologique de l'arène politique en République centrafricaine
Mouguia, C.M.

Citation

Mouguia, C. M. (2023, November 22). *Jeunesse comme ressource des conflits violents: une lecture historique et anthropologique de l'arène politique en République centrafricaine*. Retrieved from <https://hdl.handle.net/1887/3663665>

Version: Publisher's Version

License: [Licence agreement concerning inclusion of doctoral thesis in the Institutional Repository of the University of Leiden](#)

Downloaded from: <https://hdl.handle.net/1887/3663665>

Note: To cite this publication please use the final published version (if applicable).

CHAPITRE VI

PARCOURS DES JEUNES DANS LES GROUPES ARMES EN CENTRAFRIQUE : « L'ENTREE DANS LA BROUSSE », UN CHOIX SANS CHOIX

Introduction

Nous arrivons à l'un des points culminants de cette thèse à savoir, l'agentivité des jeunes dans l'arène politique en Centrafrique. En effet, la question principale qui guidera notre argumentation au cours de ce chapitre est de savoir par quels processus les jeunes deviennent-ils des combattants rebelles, sachant qu'en dépit de la violence ambiante, tous ne choisissent pas la voie de la violence ? D'autres questions subsidiaires seront aussi abordées quant à savoir qui sont les jeunes qui intègrent ou se font enrôler dans les groupes armés en Centrafrique ; ou plutôt pour dire les choses telles quelles, qui sont ces jeunes miliciens ou rebelles ? Nous verrons donc comment et par quel processus ces jeunes sont "entrés" dans les groupes armés, "dans la brousse", et comment ils en sont sortis. Comment ont-ils vécu les actes de violence dans lesquelles ils étaient engagés ou impliqués, et comment sont-ils affectés par cette expérience ? Nous répondrons à ces interrogations en partant des histoires de vie de ces jeunes racontées par eux-mêmes lors de nos rencontres formelles et informelles d'interviews, mais aussi lors des suivis sur le long terme ponctués d'échanges avec leurs proches.

Ce chapitre aura certes la limite de n'avoir pas mis en lumière les parcours des jeunes du passé précolonial et colonial abordé d'une certaine manière dans nos précédents propos. En revanche, il a le mérite d'avoir exploré en profondeur la vie de ces jeunes pris dans une interaction avec un contexte contraignant, et les regards réflexifs qu'ils portent sur leurs parcours dans les groupes armés en Centrafrique. Pour atteindre ces objectifs, notre outil principal a été les histoires de vie des anciens¹²⁴ jeunes rebelles et miliciens (ex-) Séléka et anti-Balaka essentiellement. Toutefois, pour compléter ce tableau, un dernier sous-chapitre nous permettra d'aborder le cas des jeunes qui sont restés "en dehors" de la violence, c'eux qui n'ont pas fait le choix des armes en dépit d'un contexte contraignant qui leur offre des choix limités. Cela nous permettra de comprendre que, pour paraphraser Mirjam de Bruijn (2019), si un mélange de facteurs tels que la pauvreté, la privation, le sentiment de marginalisation, la perte de confiance et la déception des structures gouvernementales, la critique des élites nationales, le

¹²⁴ Sont concernés ici les jeunes sortis des groupes armés. Nous avons aussi rencontré ceux qui sont dans une situation de "transit", vers la sortie avec "un pied dans la brousse et un pied au village/en ville". D'ailleurs, le contexte sécuritaire qui prévalait ne nous permettait pas d'aller à la rencontre des miliciens ou rebelles en activité, "dans la brousse".

fait d'être victime d'oppression, ou encore les facteurs externes comme la présence de groupes armés peuvent conduire à la violence, la personnalité des personnes sujettes à de tels facteurs a également des effets sur leur participation ou non dans les actes violents.

Ce chapitre nous permettra donc de mettre en exergue la capacité d'action (agentivité) des jeunes dans un contexte de violence récurrente, tout en argumentant qu'en dépit de cette situation, il existe une partie de cette jeunesse qui résiste à la violence, même si elle y a grandi et est fortement affectée par elle.

Deux contextes différents apparaîtront à travers les récits de vie analysés : un contexte d'accalmie relative, et un autre contexte de guerre ouverte. Ces exemples nous montreront que dans l'un ou l'autre cas, les jeunes peuvent être individuellement "happés" par les groupes armés et la violence. Nous verrons alors que le dénominateur commun à ces contextes étudiés reste une société désorganisée, totalement fracturée (De Vries & Glawion, 2015) et longtemps marquée par la violence ou plutôt les « violences » (Akandji-Kombé, 2022). Cet examen nous permettra de montrer l'influence réciproque entre les jeunes (agents) et le contexte sociétal (structure) qui est le leur tel que abordé par Anthony Giddens dans sa théorie de la structuration ([1984] 1987).

I. L'« ENTREE DANS LA BROUSSE »

Durant cette recherche auprès des jeunes associés aux forces et groupes armés, et surtout lors des entretiens, nous avons été frappé par la récurrence d'une expression particulière en sängö utilisée par les jeunes pour parler de leur "entrée en rébellion" : « *līngö tī mbī nā ngöndä...* » qu'on pourrait traduire en français par « mon entrée dans la brousse... ». Cette manière de parler regorge plusieurs significations et on peut en tirer plusieurs enseignements. D'abord, le mot « brousse » définit par le dictionnaire *Le Petit Larousse illustré* (2012) comme une végétation caractéristique des régions tropicales, composée d'arbrisseaux, d'arbustes ; ou encore, contrée sauvage, à l'écart des centres urbains. La brousse est donc considérée comme une zone éloignée des centres urbains et des villages, séparée du milieu de vie des êtres humains. Dans le langage courant en Centrafrique, « aller dans la brousse » signifie « aller à la chasse, au campement », mais aussi « aller dans les champs » ou encore ironiquement « aller dans l'arrière-pays », dans les villages ou campagnes éloignés de la capitale. Ces usages du terme "brousse" ont une proximité limitée avec le sens utilisé par ces jeunes qui intègrent les groupes armés, si on met l'accent sur l'objectif recherché "dans la brousse". Pourtant, ils « entrent dans la brousse ». En

considérant la brousse comme une « contrée sauvage », le domaine de la vie animale, de la loi du plus fort, celle de la jungle, l'emploi d'une telle expression est une métaphore qui désigne le fait de « se soustraire de la vie communautaire (citadine ou villageoise) » et ce faisant, risquer sa vie en dehors de celle-ci¹²⁵. La « brousse » désigne donc ici le lieu où vivent ces groupes armés, retirés de la vie communautaire routinière, un endroit où prime la loi du plus fort, celle de la jungle. Ainsi, « entrer dans la brousse », c'est se soustraire de la société et aller épouser un style de vie où la force l'emporte sur la raison. Toutefois, cela peut aussi exprimer une manière de ne pas désigner le danger par son nom, mais de faire référence vaguement à un endroit éloigné, dans la nature, séparé de la vie civile et déconnecté des réseaux de soutiens familiaux et communautaires (Van Gog, 2008: 65)¹²⁶.

Les propos suivants sont illustratifs de cette vie de jungle "dans la brousse" : « si on te demande d'aller chercher et ramener telle chose ou telle personne [à la base] et que tu échoues sans chercher à rapporter quelque chose en remplacement, tu es sévèrement puni à ton retour » ; ou encore « si tu utilises ton arme à cette fin [pour tuer du gibier], on te force à payer la cartouche ainsi gaspillée ; à défaut de quoi tu subis des coups de fouets » (entretien avec Charlie -15 ans environ- ex-anti-Balaka, Paoua, octobre 2016). Se référant à sa vie difficile dans le maquis avec Baba-Laddé, un jeune ex-Séléka dont nous explorerons l'histoire dans ce chapitre, nous avoue qu'il était obligé avec ses collègues de manger des racines et autres fruits comestibles par les singes : « si on constate que ces animaux en mangent et n'en meurent pas, on en mange aussi. Parfois, on boit l'eau obtenue à partir de lianes coupées » (entretien avec Ibré, Bangui, février 2017). Ces témoignages démontrent à suffisance pourquoi lorsqu'on demande à ces jeunes s'ils sont en mesure de refaire une telle expérience, la majorité répond sans hésiter par la négative,

¹²⁵ Les parties de chasse par exemple sont souvent très risquées. Certains chasseurs y perdent la vie suite aux attaques des bêtes féroces, des morsures des serpents, des troncs et branches d'arbres arrachés par les tornades; une situation analogue à celle des groupes armés en brousse. C'est pour cette raison que les départs à la chasse sont souvent précédés de cérémonies rituelles de toutes sortes pour "protéger" les chasseurs. Ces pratiques rituelles sont aussi reprises par les groupes armés en brousse dans des situations de conflit. Dans l'imaginaire local, on attribue à certains grands chasseurs la capacité de se transformer en bête pour mieux chasser. Inversement, certains sont réputés d'être des métamorphoseurs qui transforment les humains (morts ou vivants) en animaux qu'ils abattent (Bouju et Martinelli, 2012). D'où les cérémonies rituelles face à l'incertitude de la brousse.

¹²⁶ Janneke van Gog (2008: 64) a également mentionné l'usage de cette notion de "brousse" dans le cas de la Sierra Leone où elle décrit, en référence à une agressivité guerrière et la cruauté de la nature, les expressions comme "bush marriage", "bush children", et "bush behaviour" qui revêtent une connotation négative en référence à la guerre: « Women generally refer to this as 'being taken to the bush'. It is interesting to note here that the same description is used for initiation rituals. Not only did these activities literally take place in the bush (in contrast to the locations of settlement, e.g. town or village) but 'the bush' is a strong metaphor in Sierra Leone with multiple meanings depending on the context in which it is used. [...] However the phrases 'bush marriage', 'bush children' and 'bush behaviour' are used in reference to the war and at the time of the study had a negative connotation. »

à l'exception de quelques-uns. Ceux-ci évoquent le manque d'opportunité ou une nouvelle situation d'oppression comme raisons de leur réengagement. Une question liée à la complexité de l'arène politique en RCA qui offre aux jeunes, des choix limités.

En revanche, cette « entrée dans le brousse », interprétée comme un abandon ou un retrait de la vie en communauté n'est pas une expression adaptée à certains parcours où certains jeunes et enfants en particulier sont pris de force pour faire partie de ces groupes armés non étatiques. Il en est de même pour certains contextes en Centrafrique, où les groupes armés ont parfois pris une allure communautaire. C'est la communauté villageoise en entier qui se défend : enfants, jeunes et adultes (hommes ou femmes) sont impliqués dans la bataille. A ce niveau, on ne se retire plus de la vie communautaire, mais on intègre la nouvelle identité que revêt la communauté. Ce constat est encore plus vrai si l'on admet que certains groupes armés en Centrafrique disent chacun défendre "leur communauté" d'appartenance, d'où l'intérêt pour toute la communauté de contribuer à la guerre. Toutefois, cette dimension communautaire peut être considérée comme "le résultat d'un processus qui a commencé dans la brousse" avant d'en sortir et se généraliser à la communauté. Cela dit, "entrée en brousse" et donc en rébellion, ne signifie plus seulement « quitter le village ou la ville pour la jungle » ; cela peut aussi signifier simplement « intégrer (par la contrainte ou de manière délibérée) le groupe armé, la milice ou le groupe d'autodéfense communautaire ». Le plus triste dans cette « entrée dans la brousse » est qu'il y a la probabilité que ces jeunes n'en ressortent pas vivants, ou du moins vivants mais handicapés ou traumatisés à vie. Certains n'en ont pas forcément conscience lors de leur décision d'« entrer dans la brousse » du fait des contextes de contrainte dans lesquels ils évoluent, et du pouvoir limité dont ils disposent.

Nous l'avions déjà dit, la population centrafricaine est essentiellement jeune et cette jeunesse est celle qui fait la force de ces groupes armés. Toutefois, au regard du fait que la jeunesse en Centrafrique n'est pas unique, mais plurielle, on peut se poser la question de savoir qui sont les jeunes membres des groupes armés, et par quel processus sont-ils devenus rebelles ou miliciens ? Pour répondre à cette question centrale, nous examinerons les trajectoires de certains jeunes issus des groupes armés que nous avons rencontrés plusieurs fois durant cette recherche et montrerons comment on devient progressivement un rebelle, c'est-à-dire comment cela est un processus (Lombard, 2012). De même, nos premiers échanges avec ces jeunes ont été graduels, évoluant progressivement afin de ne pas accentuer leurs vulnérabilités. Comme le dit Olivier Douville (2009 :5),

le fait d'évoquer les violences subies, ou parfois les violences commises crée une sidération dépressive, pouvant mener à des actes suicidaires. Le sujet n'a plus alors le sentiment de participer à une narrativité commune se faisant et se tissant à plus d'une voix. Il est dans une position d'infra-témoignage pour laquelle dire l'insupportable est effrayant car il ne s'est pas encore constitué de langue pour le traduire et il ne s'est pas encore creusé chez l'Autre un lieu d'accueil de telles paroles.

II. QUI SONT LES JEUNES *ANTI-BALAKA* ET (EX-) *SELEKA* ?

Comme nous l'avions déjà démontré ci-haut, il existe actuellement en Centrafrique une multitude de groupes armés non étatiques qu'on peut risquer de répartir en deux groupes : nous avons d'un côté les groupes internes, hautement représentés par les ex-Séléka, les Anti-Balaka et les deux branches RJ (dont certains sont regroupés au sein de la CPC), et les groupes étrangers qui profitent de la faiblesse de l'Etat centrafricain pour transformer une partie de son territoire en leur base arrière à l'instar de la *Lord Résistance Army* (LRA) du chef rebelle ougandais Joseph Kony installé dans le sud-est du pays, de même que les nombreux mercenaires étrangers. Cependant, nos propos resteront limités aux jeunes issus des groupes internes d'apparition récente, en l'occurrence ceux des groupes (ex-) Séléka, Anti-Balaka et ceux de la Révolution et Justice (RJ).

II.1- Rencontre avec un "ex-colonel" de la *Séléka*

Etant Centrafricain d'origine et vivant à Bangui avec nos parents (comme tout bon étudiant non boursier de l'unique Université publique de Centrafrique) lors du déclenchement de la récente crise centrafricaine en cette fin d'année 2012, nous avons vécu l'évolution des événements confiné dans notre quartier situé dans le 7^e arrondissement de Bangui à proximité du camp militaire Kassaï. Après le coup d'Etat du 24 mars 2013, ce camp militaire s'était vidé de ses occupants réguliers (les FACA) et systématiquement mis à sac par les pillards. Ce camp était ensuite occupé par les Séléka jusqu'à la démission de leur patron Michel Djotodia.

Au fort de cette crise, et dans la confusion qui a suivi le départ (ou plutôt la démission forcée) du président putschiste en janvier 2014, les désormais ex-Séléka se sentant menacés, se sont dispersés. Affaiblis moralement (mais pas militairement), ils étaient devenus la cible des revanchards et des Anti-Balaka. Alors que les ex-Séléka qui ont des liens avec le nord et l'est du pays ou qui en sont originaires s'y retranchaient, d'autres se sont terrés dans les camps militaires comme au camp Béal, ou éparpillés dans certains quartiers de Bangui comme le PK5 (pour les combattants musulmans essentiellement). D'autres encore qui sont reconnus s'être

joint au groupe à la recherche d'une opportunité d'emploi (intégrer l'Armée centrafricaine plus tard) et n'ayant pas terrorisé leur entourage, ont entrepris de retourner dans leurs quartiers respectifs où ils font profils bas.

Certes, étant en famille et dans l'attente de la suite des événements après la démission de Djotodia¹²⁷, nous étions surpris par l'entrée d'un jeune (20 ans environ) dans la concession familiale. Il était pieds nus et portait juste un short de sport et une chemise manches longues déboutonnée. En revanche, il semblait plutôt bien nourri en ce temps de crise où tout le monde survivait grâce aux aides alimentaires insuffisantes, et difficilement fournies par les organisations humanitaires et caritatives encore fonctionnelles. Il s'est présenté comme un apparenté après nous avoir brièvement salué l'air décontenancé. Mon père l'a tout de suite reconnu bien que surpris par cette présence inattendue (tout comme nous tous d'ailleurs). Il appartient en effet à une famille que mes parents connaissent parfaitement pour avoir vécu dans le même groupement de villages au centre sud du pays. Etant un ancien maire d'une commune de la zone, mon père a même eu l'occasion de travailler avec le père de ce jeune. Il était donc accueilli en famille et mon père se chargea d'aller le présenter à un oncle paternel après plusieurs moments d'hésitations et de recherche d'options. Car nous l'avions vite deviné, il appartenait au groupe (ex-) Séléka, accusé de plusieurs exactions sur la population civile non musulmane en Centrafrique et il aurait probablement participé à ces atrocités. C'était donc devenu un danger d'être à sa compagnie et de le garder la maison : la famille courait le risque d'être accusée d'héberger un malfaiteur qui en ces temps troubles, devrait être livré au lynchage du grand public. Mon père étant aussi un ex-député (suite à la dissolution de l'Assemblée nationale après le coup d'Etat de la Séléka), il risquait d'être accusé de soutien aux (ex-) Séléka par la communauté environnante hostile aux (ex-) Séléka. Le danger était réel et grand. Mais par solidarité (à l'africaine), la famille réussira à faciliter l'hébergement temporaire de Ibré¹²⁸ chez un oncle dont le domicile était jugé plus "approprié" car situé dans un quartier en retrait et proche de la résidence d'une représentation diplomatique.

L'histoire de Ibré, nous la découvrirons plus tard de manière informelle d'abord, puis formelle. En informelle, nous étions curieux de comprendre les événements qui ont conduit au départ forcé du président Bozizé, général d'armée de son état et qui en plus, est arrivé au pouvoir par

¹²⁷ Le pays était alors engagé dans une période de transition de 15 jours et était dirigé par le président du Parlement de transition (mis en place après la dissolution de l'Assemblée nationale par le nouveau pouvoir putchiste) en attendant la désignation d'un nouveau président de transition et la mise en place d'un parlement transitoire.

¹²⁸ Il a en réalité acquis un nom musulman suite à sa conversion à l'Islam. Par souci d'anonymat, le nom a été changé.

les armes en 2003. Nous avons pris l'habitude de causer avec le désormais "ex-colonel" sur les événements. Plus tard en 2017 et les années suivantes, ces échanges deviendront plus formels lorsque nous avons entrepris de mener les recherches qui vont ensuite conduire à cette thèse. Il nous parle de son parcours en ces termes :

Je m'appelle ..., je suis né en 1994 dans la commune de... dans la sous-préfecture de... J'ai 23 ans et père de deux enfants. Actuellement, ma femme est enceinte. Au village, ma famille est constituée de 13 garçons et de sept filles. Mon père est polygame : il a épousé quatre femmes dont l'une est stérile. Je suis allé à l'école jusqu'en classe de CE1 avant d'arrêter ma scolarité à cause du suivisme et de certains événements survenus dans notre famille. Donc dans le quartier [village], il y a trop de discriminations et de rancunes. Et le chef du quartier [village] privilégie les uns au détriment de nous autres. Au lieu de nous considérer tous comme ses sujets et nous traiter sur le même pied d'égalité, il nous rejette tous dans notre famille. C'est pour cela que, énervé, j'ai décidé de rejoindre un groupe armé dans l'optique de devenir quelqu'un un jour et revenir veiller sur ma famille (Interview réalisée à Bangui, en décembre 2017).

Au fait, nous allons comprendre un peu plus loin qu'en réalité, il n'a pas décidé délibérément de rejoindre un groupe armé (comme le suggère cette posture formalisée), mais c'est par le concours d'une suite d'événements contraignants (cf. notion de *constrained agency*, De Bruijn & Both, 2018) qu'il est devenu membre d'un groupe armé. Ce fut tout un processus qui l'a mené "dans la brousse". En effet, après avoir abandonné l'école, il servait de guide à un commerçant soudanais¹²⁹ acheteur de café (la région étant une zone de production caféière). Puis un jour, il a été accusé par le chef de son village de flirter avec une fille peule que ce chef courtisait et voulait épouser. Après plusieurs tentatives de règlement sans dénouement favorable, il a été mis aux arrêts, puis transféré dans une ville où se trouve une Brigade de la Gendarmerie (environ 90 Km) en attendant le paiement des 200 000 FCFA (environ 305 euros) qu'il devait verser à son rival (le chef de son village) pour avoir couché avec la dulcinée de ce dernier. D'après Ibré, une fois de retour d'un long voyage, le Soudanais qu'il accompagnait dans les achats de café a constaté que sa situation était « pathétique ». C'est pourquoi, dit-il, « il a payé les 200 000 FCFA et m'a envoyé par la suite au Soudan [Sud du Tchad en réalité]. Donc il m'a d'abord envoyé au Tchad en 2007. C'est là que j'ai commencé à devenir *mordant*¹³⁰ ».

¹²⁹ Ce dernier deviendra plus tard "Général" (du moins ne l'était-il pas avant?) et Ibré travaillait sous son commandement d'abord auprès de Baba-Laddé, et ensuite dans la Séléka. Nous avons eu un entretien avec ce général peu avant qu'il ne rejoigne à nouveau le maquis suite à l'appel de François Bozizé à rejoindre la nouvelle Coalition des patriotes pour le changement (CPC) fin 2020.

¹³⁰ L'entretien se déroulait en sāngö, mais il utilisait ce terme précis dans un sens générique pour désigner le changement qui s'est effectué en lui. Les Centrafricains introduisent aussi fréquemment des termes français lorsqu'ils s'expriment en sāngö.

A la question de savoir pourquoi ce commerçant soudanais a préféré l'envoyer au Tchad plutôt que de le laisser au pays, il répond :

Il m'a envoyé là-bas pour entrer dans la rébellion. Au fait il a dit qu'il s'est apitoyé sur mon sort, vu que les gens me faisaient souffrir. C'est pour cela qu'il a souhaité me "rendre ce service" et m'envoyer au Tchad pour entrer dans la rébellion. Là-bas, je suis allé travailler avec Baba-Laddé¹³¹ pendant deux ans. On nous a laissé comme des animaux dans la brousse, il n'y avait ni nourriture, ni eau à boire - il nous arrivait de boire notre urine - jusqu'à ce qu'on nous ait donné le top de sortir. C'est ainsi que nous sommes sortis (après qu'ils nous aient épilé tout le corps) jusqu'à ce que nous soyons arrivés ici à Bangui.

Il va de soi que dans cette histoire, le rejet ou l'oppression subie par la famille¹³² de ce jeune, et l'injustice qu'il a endurée ont façonné son parcours, alors que jusque-là, rien ne le prédisposait à entrer dans la rébellion à plusieurs centaines de kilomètres de son village. A cela, il faudra ajouter la déscolarisation et l'absence de l'emprise familiale sur lui au point qu'il a abandonné l'école sans raison apparente, juste « par suivisme », dit-il. Ibré a écourté sa scolarité très tôt et est même dans la difficulté de préciser les grandes dates des grands événements qui ont marqué son histoire. En revanche, il avoue avoir déjà commencé à consommer les cigarettes et à goûter à la drogue étant au village. Dépourvue qu'était sa famille pour payer les 200 000 FCFA qui lui étaient infligés comme amende par les autorités municipales, il n'avait d'autres choix que d'accepter n'importe quelle solution de sortie. Il faut aussi préciser que cette situation d'injustice et de désespoir offre des opportunités à des bandits, mercenaires et autres entrepreneurs de la rébellion à l'affût. Alors que pour Ibré, il s'agit d'un « service » que ce Soudanais lui a rendu au début, il nuancera son discours plus tard lorsque nous lui posons la question sur la différence entre sa vie dans la Séléka et sa vie antérieure avec Baba-Laddé:

Avec Baba-Laddé, c'était de la souffrance, je ne peux pas mentir sur ce point ; et on m'a fait souffrir pour rien. Avec la Séléka, j'ai atteint un niveau suffisamment élevé au point que si tout s'était bien passé, je ne serais pas tombé si bas [le fait de ne plus être colonel].

Cela suggère que dans une société déstructurée, les jeunes, croyant sortir d'une situation difficile, sont susceptibles d'entrer dans une autre plus complexe. Ibré était en outre motivé par l'envie de se venger, étant désespéré de l'injustice que lui et sa famille ont subi dans leur village

¹³¹ De son vrai nom est Mahamat Abdoul Kadre Oumar, Baba-Laddé (« père de la brousse » en langue peule, terme utilisé pour désigner le lion) est un ex-gendarme tchadien devenu rebelle contre le régime du Tchad le 15 octobre 1998 en fondant un groupe armé: le Front populaire pour le redressement (FPR). Sa présence est signalée en Centrafrique en 2008 (Wikipedia, Baba-Laddé consulté le 31 mars 2021), date qui correspond approximativement à l'entrée en rébellion de Ibré.

¹³² Le chef du village, selon lui, en veut à sa famille qui est originellement fondatrice du village et qui devrait logiquement détenir la chefferie. Le chef faisait donc tout son possible pour mettre sa famille à l'écart quitte à la persécuter.

et pouvait donc accepter la souffrance dans la brousse, afin de revenir « veiller sur sa famille » comme il l'a mentionné, étant l'unique fils de sa mère génitrice. A ce niveau, on peut comprendre pourquoi selon lui, l'apport du Soudanais était un « service » si en plus, on considère que cela lui a permis d'atteindre l'expérience nécessaire à son ascension au sein de la coalition Séléka. Ajoutons qu'après avoir œuvré avec Baba-Laddé dans le banditisme (en particulier rapt des bœufs des peuls et braquages dans les chantiers miniers), il a été mis à la disposition de la Séléka contre la promesse d'une somme de 1 000 000 FCFA (environ 1526 euros) qu'il devrait percevoir à la prise du pouvoir à Bangui. Il précise que les généraux devraient percevoir chacun 20 000 000 FCFA (environ 30 534 euros).

Entretemps, Ibré a aussi participé au recrutement (forcé ou volontaire) de plusieurs jeunes et même des enfants pour renflouer les rangs de la Séléka. Il a aussi participé à des tueries contre la population civile, mais aussi dans les combats contre les Anti-Balaka. Cependant, il n'a jamais à ce jour perçu sa récompense malgré sa difficile mission réussie. Autodémobilisé, il survit aujourd'hui grâce à de petits boulots de tous genres : conduite de moto-taxis, sarclage de champs, petites courses, ramassage de sable, coupe de bois en planches, etc. et use parfois de ruses ou d'arnaques à l'occasion pour survivre.

Comme on peut le remarquer, le parcours de ce jeune se situe dans un contexte d'accalmie relative (à partir de 2008 approximativement) et surtout au centre sud, une zone plutôt calme du point de vue sécuritaire et sans groupe armé à cette époque. Toutefois, ce contexte d'accalmie relative reste caractérisé par la pauvreté et la discrimination dans une société désorganisée et violente qui expose les jeunes au recrutement des entrepreneurs de la prédation, alors qu'ils pensaient saisir au vol des "opportunités". Ce qui concourt à la fourniture d'une main d'œuvre ouvrière bon marché, essentielle aux groupes armés entretenant ainsi le cycle des violences dans l'arène politique en RCA.

La trajectoire de ce jeune illustre le fait que beaucoup de jeunes ont intégré la Séléka à la suite de promesses d'argent, ou pour des opportunités d'emplois (l'avenir étant incertain dans une société sans perspectives), s'associant ainsi sans le savoir aux revendications intéressées et poussées prédatrices des leaders de cette coalition. Toutefois, les déceptions envers les élites et les injustices subies¹³³ créent de la frustration qui entraîne les désirs de vengeance, facteur

¹³³A l'époque de Bozizé, plusieurs jeunes étaient victimes de la toute-puissance des membres de son clan (ses enfants, proches parents et membres de l'ethnie gbaya) qui semblaient avoir le droit de vie et de mort sur tout le monde. Cette situation était aggravée par une émeute de nombreux jeunes frustrés à la suite d'un recrutement (en août 2012) au sein des FACA jugé discriminatoire (cf. *supra*).

déclenchant l'entrée de certains jeunes dans la Séléka. Ce même désir ardent de vengeance (et de protection de la famille ou de la communauté d'appartenance) face aux abus et aux supplices endurés se retrouve aussi chez les jeunes anti-Balaka que nous avons rencontrés. C'est ce que nous essayerons de comprendre à travers le récit de vie d'un autre jeune au cours du paragraphe suivant.



Image 19 : Ibré (en tenue désert) dans une queue d'enregistrement d'ex-combattants

@ : Centrafrique-presse.com, 07 fév. 2017.

Image obtenue au hasard lors des recherches sur internet et présentée à Ibré qui l'a fortement aimée au point de nous demander de la lui imprimer.

On voit apparaître aussi sur cette image un jeune en béquilles suite à une blessure par balle.

II.2-A la rencontre d'un jeune anti-Balaka, ex-garde du corps

Lorsque nous enquêtons sur les anciens projets de réintégration des enfants associés aux forces et groupes armés (EAFGA) financés par UNICEF en Centrafrique, nous avons rencontré Mike¹³⁴ (17 ans) dont la trajectoire a été évoquée à l'introduction de cette thèse, un jeune ex-anti-Balaka qui suivait une formation de réinsertion professionnelle en mécanique automobile afin de retourner à la vie civile. Etant enfant, il a miraculeusement eu la vie sauve avec sa sœur cadette après l'assassinat de leurs parents calcinés dans leur maison incendiée par les Séléka. Récupéré avec sa sœur par les Anti-Balaka pour être protégés, l'itinéraire de Mike montre qu'il a fini par devenir un garde du corps d'un commandant de zone (com-zone) anti-Balaka alors que sa sœur assurait la fonction de "ménagère" au sein de la même faction. Il nous relate son parcours avec sa sœur cadette de la manière suivante :

Lorsque la Séléka avait pris le pouvoir, les combattants armés commettaient des crimes à l'endroit de la population civile à Bossangoa [ville du centre ouest], vu que Bossangoa est la ville natale du président Bozizé chassé du pouvoir par cette rébellion. Un jour, j'ai eu le malheur de croiser le chemin des Séléka

¹³⁴Le prénom a été changé pour des raisons de confidentialité.

dans la brousse, alors que je menais au pâturage les bœufs de mon père. Ils m'ont surpris et ont emporté tous les bœufs ; puis ils se sont mis à rechercher mon père. Ce dernier en a été informé et a fui dans les champs. J'ai aussi fini par le rejoindre et nous y avons passé trois mois. De retour en ville un samedi, nous y avons passé le seul jour de dimanche. Le lundi à deux heures du matin, des véhicules ont [semi-] encerclé notre maison. En ouvrant discrètement la fenêtre, j'ai aperçu plusieurs hommes en uniforme qui parlaient une langue étrangère que je ne comprenais pas. J'en ai déduit que ce sont les Séléka. Etant donné que j'avais 12 ans à cette époque, j'ai ouvert la fenêtre et je me suis glissé derrière la maison. Ma sœur m'a suivi et nous avons emprunté les pistes de passage des cabris derrière la maison. Les Séléka l'ont su et ont tiré des coups de feu dans notre direction. Heureusement que nous avons réussi à nous enfuir. [...] Ils ont encerclé la maison et ont versé de l'essence tout autour alors que la maison est en toit de chaume [...]. Au moment d'y mettre le feu, depuis la brousse, ma sœur a voulu crier et repartir ; mais je l'ai retenue et lui ai demandé de se taire en lui proposant de nous enfuir, et que nous trouverions probablement quelqu'un dans notre course qui pourrait nous aider... Nous nous sommes arrêtés sur une petite colline et observions la maison dans les flammes jusqu'à ce que le toit de notre maison se soit effondré sur mon père, ma mère (enceinte) et mon frère cadet. Deux kilomètres plus loin environ, nous sommes tombés sur un groupe des Anti-Balaka...

Dans le groupe, dès que les éléments armés partent sur le champ de bataille, ils nous mettent sous un arbre pour nous protéger. Une fois, deux fois, puis vient un moment où nous leur avons demandé de nous emmener sur le champ de bataille afin que nous puissions les aider dans les combats car ce qu'ils font consiste à nous protéger, et nous voudrions venger nos parents assassinés. Ils nous ont dit que nous n'étions pas encore « préparés » pour aller au combat en nous montrant les principes des remèdes de protection : ne pas voler, adopter des régimes alimentaires stricts, etc. Nous leur avons expliqué que dans notre état, nous remplissions ces critères. C'est ainsi qu'un jour, nous avons demandé et obtenu l'accord du marabout du groupe qui nous a par la suite préparé les remèdes. C'est alors que nous avons rejoint le groupe dans les combats jusqu'à notre arrivée ici à Bangui un 16 décembre 2013 (entretien avec Mike, Bangui, décembre 2017).

On voit donc apparaître clairement ici que les atrocités et autres situations d'injustice subies dans des contextes de violence inouïs engendrent un sentiment de vengeance qui anime les jeunes et les pousse à commettre des actes de cruauté¹³⁵. Les parcours de Ibré ou de Mike et sa sœur, malgré les dissemblances, ont en commun l'expression d'un sentiment d'injustice sociale dans une société désorganisée et en proie à la violence (structurelle). Abandonnés à eux-mêmes, ils n'ont pas d'autres choix que d'accepter n'importe quelle issue : Ibré n'a pas hésité à rejoindre Baba-Laddé, sans savoir ce qui l'y attendait ; donc sans maîtrise des horizons de sa décision. Michael et sa sœur ont même failli être abattus par les Séléka avant de croiser le chemin des Anti-Balaka qui les ont accueillis dans leur course, et les ont ensuite utilisés, la fille comme

¹³⁵ Ce fut d'ailleurs le cas pour une majorité de jeunes que Conciliation Ressources (2020) a rencontré à Bossangoa qui évoquaient tous comme motivations, le désir de vengeance ou la nécessité de se protéger, protéger leurs parents ou leur communauté contre les attaques de la Séléka.

"ménagère" et le garçon comme garde du corps d'un chef anti-Balaka. Même si Mike explique avoir décidé de se joindre à la lutte armée de manière délibérée (ce qui pose le problème de sa capacité réelle à maîtriser les horizons de sa décision), il est à noter que le contexte ne leur offrait aucun autre choix dans cette arène politique où aussi bien Ibré que Mike et sa sœur ont effectué, dirions-nous, des choix sans choix.

Arrivés à Bangui à la suite de la *bataille de Bangui* du 15 décembre 2013, et dans l'attente de futures perspectives avec les Anti-Balaka, Mike et sa sœur ont été enregistrés pour prendre part à des formations professionnelles pour leur réinsertion dans la vie civile. Certificats à la main à la fin des formations sur appui de l'UNICEF, ils peinent à trouver du travail. La sœur de Mike qui assure n'avoir pas bien maîtrisé sa formation en couture est finalement repartie à Bossangoa¹³⁶, et Mike peine encore à trouver du travail à Bangui.

A l'image d'une bonne partie des jeunes anti-Balaka, ces jeunes sont donc les produits d'une injustice sociale dans une société de contrainte (ici en zone de conflit ouvert) en proie à l'anomie et à la violence. Bossangoa (ville de naissance de Mike et sa sœur) a été la cible de tous les abus : massacres de populations civiles, vols de biens, pillages systématiques, rackets, tortures, après la prise du pouvoir de l'Etat par la coalition Séléka qui aura entretemps eu raison des forces de défenses et de sécurité nationale dont la majorité était de l'ethnie du président déchu.

Au demeurant, nous ferons l'observation première selon laquelle cette jeunesse dont nous parlons est plurielle certes, mais a aussi un dénominateur commun, une société profondément désorganisée et marquée par la violence depuis fort longtemps. Olivier Douville (2009) parle à ce propos, d'une décomposition et désinstitutionalisation de la vie publique. Ibré a rejoint la rébellion de Baba-Laddé (au nord) en 2008 (approximativement) dans un contexte de relative accalmie dans sa zone d'origine du centre sud. Mike et sa sœur l'ont été en pleine guerre civile en 2013. Cependant, ces itinéraires qui s'inscrivent dans des contextes historiques et sécuritaires différents, ont en commun de placer les jeunes dans des situations sans issues – effectuer des choix sans véritable choix. D'autres éléments tels que la vengeance, la déscolarisation, ou encore le délitement familial sont la résultante de cette société profondément déstructurée qui n'offre comme repère à la jeunesse que la voie de la violence comme perspective.

¹³⁶ Nous l'avons rencontrée récemment en 2022 à Bangui où elle est revenue chez son frère après un séjour à Bossangoa comme femme d'un membre de l'armée centrafricaine (FACA) qui n'a plus donné de nouvelles après des mois passés dans la nouvelle Coalition des patriotes pour le changement de l'ex-président François Bozizé. Elle a entretemps eu deux enfants avec ce FACA. Elle vend actuellement des légumes pour subvenir à ses besoins.

On peut retenir ici que les trajectoires de Ibré ainsi que celles de Mike et sa sœur sont assez illustratives des situations qui ont déterminé dans une large mesure l'entrée des jeunes dans la brousse". Cette entrée dans la brousse ne semble pas être décidée par les jeunes eux-mêmes, mais par un système déjà-là avec lequel ils interagissent. Leurs histoires sont illustrative d'une agentivité limitée, cas où les circonstances conduisent à des « choix sans choix » (Coultnner, 2008 ; De Bruijn & Both, 2018, cité par De Bruijn, éd., 2019). Utas (2003), mettant en exergue le cas de jeunes femmes du Libéria dont la violence contraint les choix, analyse les décisions de participer comme une agentivité tactique (tactical agency) pour s'adapter et se socialiser aux logiques de la guerre. Ce qui pousse les jeunes à saisir au vol les occasions de "sortie" sans sortir de la violence. D'où la reproduction de la violence qui prend une allure quasi-cyclique.



Du haut vers le bas et de la gauche vers la droite:

image 20 : Ibré, ex-colonel Séléka lors d'un entretien filmé ;

image 21 : entretien filmé avec la sœur de Mike, ex-ménagère anti-Balaka;

image 22 : Thyam, ex-Anti-Balaka blaisé au combat

@ : Sjoerd Sijsma, documentariste UNICEF-ASCL, Bangui, déc. 2017



III. LA REPRODUCTION CULTURELLE DE LA VIOLENCE ET LES REFERENCES A UNE ANCESTRALITE MYSTIQUE

Après avoir abordé les processus qui ont conduit à l'entrée des jeunes dans la rébellion, en explorant leurs histoires placées dans des contextes spécifiques (accalmie relative et guerre ouverte), il importe de chercher à comprendre comment se reproduit la violence à travers ces jeunes dans le contexte centrafricain. Pour ce faire, nous mettrons l'accent sur le

renouvellement de la violence par "apprentissage", en plus du poids de l'histoire qui impacte également cette dynamique. Nous insisterons ainsi sur le fait que les gens (surtout les plus jeunes) apprennent les uns des autres sur la façon de tuer, de commettre des génocides, de pratiquer la torture, comme le rappelle justement Jan Bart Gewald (2003). De telles pratiques, ajoute l'auteur, migrent d'une zone géographique à l'autre beaucoup plus facilement qu'il n'y paraît et participent à cet "empoisonnement de l'esprit" par la violence. Cet "empoisonnement de l'esprit" se réalise davantage à travers la génération montante – donc les jeunes - qui peuvent facilement reproduire ces expériences vécues dans leur vie future. Ce qui frappe l'entendement dans ce qui va suivre, c'est l'entraînement des enfants par certains parents ou membres de la famille dans la guerre au regard de la récurrence des conflits. Ces derniers prétendent ainsi les rendre aptes à se défendre en cas de futurs conflits ; un réflexe de survie qui conduit à leur transférer une culture de violence susceptible de se normaliser à la longue. C'est ce que nous avons également vu avec le cas de Mike ci-dessus avec ses oncles anti-Zaraguina, cas que nous approfondissons ici avec d'autres exemples.

Au-delà de cette transmission insidieuse motivée par la nécessité de se défendre, se transmet également une histoire de victimisation qui, plus tard s'exprime parfois en termes de représailles/vengeance. Toutefois, parallèlement à cette culture de défense dans la violence, nous avons observé qu'il se transmet également un fort attachement aux forces occultes liées à l'ancestralité comme nous allons le voir dans les lignes suivantes.

III.1- La reproduction de la violence à travers les enfants et les jeunes

Après des périodes plus ou moins longues de recherches empiriques à Paoua et à Bangui, il nous a été donné de constater que les membres des groupes armés rencontrés sont des individus de plus en plus jeunes (à partir de 12 ans et parfois moins¹³⁷). Ce sont des filles et des garçons qui ont rejoint ces groupes ou forcés à les rejoindre pour des raisons diverses : besoin de protection physique, vengeance des parents ou membres de famille assassinés, mutilés ou maltraités, suivisme, solution de survie, recherche des opportunités d'emplois ou d'une occupation quelconque en temps de guerre, etc. (voir aussi Conciliation Ressources, 2020). Cependant, alors que dans certains cas, les mineurs se retrouvent généralement dans les groupes

¹³⁷ Josephine Thum rapporte (sur le site humanium.org, 2021) que « La coalition musulmane Séléka (...) et les milices chrétiennes anti-Balaka ont utilisé des enfants aussi jeune que 8 ans en tant que combattants, gardes, boucliers humains, porteurs, messagers, espions, cuisiniers, et à des fins sexuelles. Certains enfants sont enlevés, mais beaucoup d'autres rejoignent les milices "volontairement" pour se protéger ou protéger leurs communautés. »

de rébellion par suite d'enrôlements forcés contre leur volonté ou celle de leurs parents, d'autres cas à Paoua montrent que les jeunes entrent en rébellion pour être avec leurs parents, oncles, frères aînés ou membres de la famille, comme nous le dit en substance ce notable de la ville de Paoua :

Concernant les enfants soldats, je crois vraiment qu'il n'y a pas des mineurs qui soient allés volontairement dans ces mouvements [armés]. S'il y a des mineurs, puisqu'il y en a déjà c'est vrai, c'est parce qu'ils appartiennent à la famille des chefs de ces mouvements. Ou bien ils ont été comme ça parce qu'il y a un calcul derrière. Mais concrètement, s'il faut vérifier sur le terrain, ils appartiennent à la famille. S'il y a des mineurs dans les campements, c'est parce qu'ils appartiennent à la famille des chefs rebelles ; ou bien c'est en rapport avec les calculs d'intérêt. C'est des enfants qui sont pris en otage comme ça, mais ils ne s'y sont pas engagés volontairement. Ils voient derrière cette entrée une aide de la part des ONG humanitaires puisque de temps en temps, l'UNICEF va derrière eux, ils voient derrière cela un marché, c'est un marché de dupe aussi bien à l'époque de l'APRD qu'à l'époque actuelle. Mais je parle plus de l'époque APRD, époque que je connais le mieux. Pour les filles, elles ont suivi aussi leurs parents, mais d'autres ont aussi leurs petits copains dans ces groupes (entretien avec un notable de Paoua, octobre 2016).

Ces enfants et jeunes seraient donc pris dans l'engrenage d'une société qui n'offre aucune perspective - à travers l'école par exemple souvent fermée à cause des conflits, d'où les "calculs" envers les aides futures des ONG-, mais aussi des parents dont les expériences avec la violence les poussent à "aguerrir" la génération montante. C'est ce que nous confie ce jeune leader de la ville de Paoua :

Lorsque tu demandes ces enfants, ils te disent que ce sont leurs parents qui les ont forcés à y aller. Pourquoi ? Parce que les parents ont grandi dans la rébellion où ils ont "réussi" leur vie. Du coup leurs enfants suivent leur modèle. Pour d'autres parents, c'est à cause des pillages et autres actes de violences dont ils sont victimes. Ce qui les oblige à se rebeller. Par conséquent, ils entraînent leurs enfants dans ces groupes afin de les rendre braves et aptes à riposter (entretien avec un leader de l'association des jeunes musulmans, Paoua, mars 2017).

C'est dire que la récurrence des conflits de longue durée a fortement pétri les habitudes (*cf. infra* notion d'*habitus*) au point de "normaliser" le fait pour un parent d'y emmener son enfant ou un jeune membre de la famille afin de le préparer à d'éventuelles crises. En plus, le manque d'opportunité et l'incertitude d'un lendemain meilleur pour des enfants sans scolarité, poussent les adultes à effectuer des "calculs" basés sur les appuis ultérieurs des ONG et Agences de protection de l'enfance. La conséquence de cette persistance de la violence se manifeste par exemple à travers certaines filles qui, finalement suivent leurs petits amis dans la brousse. Ce qui permet de nuancer un peu les arguments très en vogue qui envisagent les jeunes filles

comme des victimes sexuelles des chefs rebelles, même si ces derniers cas sont les plus nombreux en temps de guerre.

Au demeurant, le poids de l'histoire, l'absence d'un Etat protecteur, le manque de perspectives dans une société désorganisée, la faible autorité parentale¹³⁸, un contexte de crises récurrentes et la pauvreté poussent irrémédiablement à une reproduction du système existant qui expose les enfants et jeunes vulnérables à l'enrôlement des groupes armés. On croit toujours que demain surviendra sûrement une autre crise ; alors le jeune enfant devra se défendre pour rester en vie, mais aussi pour bénéficier des programmes DDR après la guerre. Ce qui entretient une mentalité de défense qui débouche sur une (véritable) « culture de violence » (Gewald, *ibid.*). Nous nous souvenons justement de nos causeries avec les jeunes de notre quartier à Bangui (en 2013) qui pensaient tous à acheter une arme pour se défendre et protéger leurs familles. Nous nous souvenons aussi des propos de leurs épouses qui leur interdisaient de sortir de la maison puisqu'ils n'ont pas d'arme. Autrement dit, les maris auraient la permission de sortir de la maison s'ils avaient une arme pour leur défense.

Ces faits attestent que les enfants et jeunes miliciens ou rebelles ont grandi avec un répertoire chargé de violences récurrentes. Désœuvrés et sans perspectives d'avenir, ils disposent cependant d'un capital historique transmis par leurs aînés sociaux qui les préparent à se défendre ou à défendre leur communauté des agressions ultérieures réelles ou supposées. On est toujours dans le cadre de cette agentivité limitée ou contrainte entretenue par ceux-là mêmes qui sont supposés être des promoteurs des bonnes mœurs, et qui malheureusement vivent dans une société affectée depuis fort longtemps par les conflits violents dans une certaine continuité.

Si l'on admet que les expériences à bas âge des jeunes dans et avec la violence entraînent un risque accru de transfert dans le futur, ces résultats démontrent qu'à défaut d'une intervention plus coordonnée pour rétablir une société plus juste, vivable et viable à travers un Etat providence, ces pratiques pourraient survivre et nourrir la violence dans le futur via les jeunes enfants d'aujourd'hui à travers ce que Durkheim (cité par Bourdieu, 1971) appelle "la conservation d'une culture héritée du passé", c'est-à-dire, la transmission entre les générations, des informations accumulées. Mises ensemble, ces informations accumulées par le passé et les

¹³⁸ Un journaliste (41 ans), responsable de la radio locale de Paoua (*Radio Voix de la Péné*) nous a expliqué l'intégration des enfants dans les groupes armés par un déficit de l'autorité parentale, source de la déperdition des enfants (entretien de terrain, Paoua, mars 2017).

crises vécues par la jeune génération elle-même donnent lieu à des ressentiments dont les expressions offrent des spectacles de vengeance.

III.2- La reproduction de la violence par la vengeance ou l'obligation de « faire payer la dette » à son bourreau d'hier

« Venger c'est s'acharner sur le corps de l'ennemi, et qui est ennemi parce qu'il est autre, et même parce qu'il fait effraction dans le champ scopique, parce qu'il fait intrusion » disait Olivier Douville (2009 :9). Et l'auteur d'ajouter : « Certaines de ces violences ne visent pas à supprimer la vie de l'ennemi, elles visent à le transformer en autre chose, en un corps sans réponse dans le miroir, en un corps démembré – selon l'expression de F. De Boeck (1998) – en une chose, en un reste "poubellisé " » (*ibid.*).

Durant nos entretiens de terrain, nombreux sont les jeunes ex-combattants qui, questionnés sur leurs motivations, évoquent entre autres raisons, la vengeance comme un facteur déterminant de leur décision à intégrer la rébellion armée. En effet, durant les pics des violences entre 2013 et 2014 (voire au de-là), il s'est largement répandu une image des jeunes combattants constitués des vengeurs de leurs familles, et qui prennent sur eux le devoir de protéger leur communauté d'appartenance (BBC News, 13 déc. 2013). Cela émerge dans les propos de ces jeunes eux-mêmes à l'instar de ce jeune de 22 ans "sergent" de la Révolution et Justice que nous avons rencontré et qui nous décrit les raisons de son engagement dans la milice communautaire de la manière suivante : « Quand je fus rentré de Bangui, les Séléka avaient tué mon père. C'est ainsi que par soif de vengeance, j'ai décidé de prendre les armes pour leur faire payer la dette » (entretien avec Oziel¹³⁹, Paoua, octobre 2016). Il parle aussi des raisons qui ont motivé les autres membres du groupe : « ...pour les autres, c'est aussi pour défendre leur terroir. »

Il fallait donc "faire payer la dette" à l'"autre" pour ce qu'il a fait. Il en ressort que pour ce jeune (cela peut être aussi valable pour certains combattants anti-Balaka ou (ex-) Séléka), *faire payer la dette* est un mobile plus que suffisant pour entrer en guerre et aller tuer pour venger ses parents et membres de la famille. Autrement dit, ne pas *payer la dette* est un aveu d'irresponsabilité voire de faiblesse qui pèserait sur la conscience. Jan Bart Gewald (*op. cit.*) avance la formule selon laquelle « les "déshumanisés" veulent à leur tour déshumaniser les autres ». Ce qui conduit, selon l'auteur, à un déséquilibre moral profond qui se prolonge jusqu'à nos jours, où les normes et valeurs ont perdu leurs sens, où la notion même d'humanité n'a plus

¹³⁹ Le prénom a été changé.

de repère. On comprend pourquoi même certains parents ne ressentent plus aucune gêne à transférer à leur descendance une vision violente de la société, renversant ainsi certaines valeurs cardinales de tolérance et de sacralité de la vie humaine qui leurs sont reconnues. En somme, la vengeance (« faire payer la dette ») relève ici de la volonté de réparer l'honneur de la famille, du clan ou du groupe ethnique, et reste un ressort crucial des mobilisations (Debos, 2013).

Ainsi décrite, cette tendance est globalement illustrative des cas de la majorité des Anti-Balaka (et milices communautaires assimilées) qui considèrent leur action plutôt comme une réaction aux atrocités commises par les (ex-) Séléka ; tandis que ceux-ci utilisent aussi le même argument de défense communautaire de la minorité musulmane¹⁴⁰. D'ailleurs, ils se définissent la plupart du temps comme des *défenseurs* ou *protecteurs* de leur communauté d'appartenance : « *bātā ködrö* » en sängö signifie littéralement « protéger (*bātā*) le pays/la ville/le village ou le quartier (*ködrö*)¹⁴¹ ». C'est dans ce sens qu'un leader des Anti-Balaka monsieur Thierry Lebene alias "12 puissances" affirmait que leur objectif primordial était de « libérer le pays des mains des étrangers » (entretien de terrain, Bangui, novembre 2020). Bien entendu, tout comme dans le passé précoloniale et colonial, cette défense ou protection de sa communauté d'appartenance ou du pays face aux envahisseurs étrangers ne va pas sans violence. Nous en voulons pour preuve les nombreux actes de crimes commis qui ont été dénoncés en leur temps. Cette "obligation" à se défendre et protéger sa communauté d'appartenance est ancrée sur une culture de défense communautaire héritée du passé certes, mais dans ses expressions extrêmes, elle donne lieu à une culture de violence elle-même nourrie par une soif de vengeance. Celle-ci s'exprime le plus souvent par une cruauté parfois indescriptible que Ceriana Meyneri (2014) qualifie d'une volonté d'anéantissement de ses ennemis et de la neutralisation de leur pouvoir. Cette vengeance peut aussi être sous-tendue par les rancunes accumulées qui trouvent un terrain fertile d'expression dans un contexte de violence récurrente :

Il y a la pauvreté, et la deuxième chose, ce sont les rancunes. Par exemple, si auparavant tu m'as violenté à l'époque de l'APRD (braquage par exemple), moi aussi, je pars dans un autre mouvement pour me venger comme à l'époque actuelle. [...] Ou encore si Anti-Balaka attaque RJ, en retour, RJ va s'évertuer

¹⁴⁰ Les musulmans ne constituent pas en réalité la communauté minoritaire en Centrafrique. Cette étiquette correspond mieux aux pygmées et peuls en raison de leur effectif réduit, de leurs modes de vie, et de leur vulnérabilité qui les place 'à la marge' de la société centrafricaine.

¹⁴¹ Le mot *ködrö* ayant à grande échelle les acceptions de "pays/territoire" ou "ville", et à petite échelle, celles de "village" ou "quartier".

pour des représailles. C'est ce qui renouvelle le cycle des conflits et bien d'autres problèmes (entretien avec Ederix¹⁴², commerçant et leader des jeunes, Paoua, oct. 2016).

Comme nous le dit Daniel Palmieri (2003), on assiste ainsi à un phénomène de surenchère - beaucoup de sang versé en appelant encore plus- qui, lui aussi, contribue à expliquer la pérennité et la cruauté des conflits africains d'aujourd'hui. Toutefois, nous dit Marielle Debos (*idid.*) « si la vengeance peut motiver l'engagement guerrier, celui-ci aboutit parfois paradoxalement à un certain rejet de la part du milieu d'origine. Et quand les espoirs déçus se conjuguent à une (re) marginalisation économique et sociale forte, le recours aux armes en tant que moyen de survie, de révolte et d'ascension sociale n'est pas exclu ». Sur ce point, le jeune "sergent" de la RJ ci-dessus cité nous répondait de la manière suivante, à la question de savoir ce qui le motiverait à reprendre le maquis :

Je n'ai pas la volonté de repartir en brousse. Cependant, il y a certaines choses qui sont en train de me pousser à y retourner. Par exemple, je suis avec mes oncles paternels et à la moindre occasion, ils me traitent d'assassin, et menacent de me chasser de la maison. C'est tout cela qui pourraient me pousser à repartir en brousse. Mais je suis encore là grâce aux conseils des grandes personnes. Car je pense que c'est parce que celles-ci ont envie de m'aider qu'ils me conseillent. (entretien avec Oziel, Paoua, octobre 2016)

Nous avons interrogé à ce propos la sœur de Mike (cf. supra, ex garde du corps anti-Balaka) qui ne cachait pas son envie de vengeance alors qu'elle était ménagère dans sa précédente aventure anti-Balaka. Entretenant le rêve de devenir enseignante ou une employée de bureau, quand nous voulions savoir ce qu'elle ferait si son rêve tombait à l'eau dans le cas où un nouveau conflit émergeait, elle précise qu'elle retournerait dans la rébellion, mais cette fois comme combattante : « Je vais cette fois prendre les armes. Je voudrais tuer les gens comme on a tué mon père et toute ma famille. Si je parviens à tuer deux ou trois personnes, ça va me soulager. » Même si son frère Mike avoue avoir tué aussi pour venger les membres de sa famille massacrés, elle insiste : « il a fait pour sa part. Moi, je voudrais tuer pour mon propre compte afin d'être soulagée » (entretien réalisée à Bangui, en décembre 2017).

Il ressort de ses propos que c'est aussi la vulnérabilité (financière, psychologique, etc.), plus que la pauvreté en tant que telle, qui constitue le contexte propice à l'enrôlement (Debos, *ibid.*) ou pour être précis, au réengagement. Et dans un contexte de violence récurrente, les jeunes grandissent avec une certaine obligation de vengeance qui va prendre la forme d'une dette qu'on doit faire payer (de force !) à son agresseur d'hier qui, par son acte a contracté une dette envers

¹⁴² Le prénom a été changé.

la famille ou la communauté d'appartenance de la victime ou de la personne qui se décrit comme telle. Ce faisant, la violence, en plus d'avoir des terrains d'expression favorables, est nourrie par des acteurs jeunes avec des désirs de vengeance, conditions de sa reproduction. Celle-ci à son tour, bénéficie des recours aux forces occultes ancestrales.

III.3- La forte référence aux forces occultes et aux pratiques ancestrales

En observant et analysant les conflits récents survenus en Centrafrique, il est inévitable de mettre en relief la forte référence aux forces occultes par les combattants aussi bien Anti-Balaka que (ex-) Séléka. Les membres de ces groupes s'affichent presque toujours (lors des pics des affrontements) avec leurs gris-gris et amulettes qui renfermeraient des vertus de protection magique. Ces "forces occultes" les aideraient à affronter l'ennemi sans craindre d'être atteints par les balles, ni d'être blessés par les couteaux et autres armes blanches (*cf. supra* appellation même d'Anti-Balaka), et les rendraient même invisibles devant l'ennemi. L'"ex-colonel" Séléka Ibré (ci-dessus présenté) leur attribue même le pouvoir de "guide" lorsqu'il avoue s'être dirigé vers la concession de son oncle paternel non par hasard, mais grâce aux gris-gris qui l'ont "orienté au bon endroit". Quelques jours plus tard, il avait disparu de la maison familiale pour revenir avec un stock impressionnant de gris-gris et amulettes de diverses dimensions dans un sac qu'il dit avoir rassemblé à prix d'or au fil du temps étant dans la rébellion. C'est dire à quel point, « Si vous n'avez pas de garde-fou¹⁴³, vous mourez » comme le proclamait l'ancien chef rebelle congolais Katanga en audience à la CPI (Claverie, 2015). Cela explique l'omniprésence des marabouts et autres chefs spirituels dont les dons de voyance, selon Katanga, permettaient même de prévoir la meilleure date pour les semailles et les récoltes, aussi bien que la meilleure date pour les attaques et l'imminence de l'arrivée de la guerre (*ibid.*).

En général, les jeunes ex-combattants en Centrafrique se présentent comme des guerriers qui sont protégés par des "forces occultes" (souvent à la suite des rites de passage). Celles-ci peuvent prendre la forme de diverses potions ingérées, de gris-gris et amulettes qui les rendraient invulnérables aux balles et aux machettes, ou même invisibles à leurs ennemis :

...la formation consiste en des "préparations" avec les potions de protection. Au début, si on veut te former, on te met dans un grand tronc d'arbre -celui-ci se crée une porte d'entrée pour laisser entrer le candidat à l'initiation- dans lequel tu passes trois jours avant d'en sortir. C'est vraiment un grand

¹⁴³ C'est-à-dire des gris-gris et amulettes de protection.

arbre [un cas que l'informateur a évoqué en faisant référence à sa formation d'Anti-Zaraguina] (entretien avec Mike, ex garde de corps anti-Balaka, Bangui, mars 2018).

Ce séjour dans le troc d'un arbre correspond à une "mort mystique"¹⁴⁴ à l'issue de laquelle la personne devient invulnérable et accède ainsi à l'âge adulte et par là, au statut du guerrier. Toutefois, pour rester invulnérable face aux armes d'assaut et armes blanches, il faut observer les interdits liés à ces moyens de protection :

Et il y a des principes à respecter. Par exemple, tu ne peux pas manger avec la pointe de ton couteau comme nous le faisons quand nous mangeons des mangues. Même la viande préparée en brochette, il n'est pas permis d'en consommer. Il est aussi interdit d'utiliser des morceaux de bois pour tester la cuisson des patates douces et melons sur le feu. Pour manger, il faut mettre la nourriture en entier sur le feu, puis la descendre après cuisson et manger le tout sans garder de reste (entretien avec Mike, ex garde de corps anti-Balaka, Bangui, mars 2018)

Ils se « blindent » donc tous grâce à des maraboutages et des gris-gris (Rivière, 1997), qui sont supposés stopper ou dévier les balles. Ces pratiques alimentent en effet de grands débats dans la rébellion de François Bozizé comme dans les autres groupes armés de la région (Debos, 2013). Devenir un milicien ou rebelle, c'est aussi devenir invulnérable après avoir passé avec succès les initiations dans la brousse et être en mesure d'en respecter les principes. Les décès au combat sont interprétés comme une conséquence directe de la violation de ces interdits.

Les pratiques initiatiques ancestrales se sont donc renouvelées dans le présent à la faveur d'un contexte qui leurs sont favorables. Comme le suggère Stephen Ellis (2001 : 53), c'est en période de conflit que l'on se souvient d'autant mieux des histoires racontées par ses parents. Dans le cas de l'Afrique de l'ouest, l'éclatement de conflits ou l'émergence de tensions a coïncidé avec

[...] un retour en force de ces traditions initiatiques, dans les tatouages et autres pratiques rituelles utilisées par certaines milices notamment. [...] Les souvenirs parfois très anciens qui leur sont associés sont intégrés à l'enseignement de la période d'initiation des impétrants et aux amulettes et gris-gris qui sont distribués par les maîtres initiateurs pour protéger les nouveaux combattants. [...] Ces sociétés [...] entretiennent de la sorte les souvenirs d'un passé plus ancien [...] (Palmieri, 2003: 55-56).

Ainsi, pour Daniel Palmieri (*ibid.*), qu'ils soient originels ou en partie « inventés », ces pratiques et savoirs rituels peuvent être aussi interprétés comme participant d'une temporalité de la guerre, qu'il qualifiera de « mythique ». En ce sens, selon l'auteur, le conflit prend ainsi des dimensions qui dépassent ses seules caractéristiques et visées guerrières, car il mobilise dès lors l'ensemble des systèmes de références et de valeurs des belligérants. Faire la guerre n'est plus une activité, c'est véritablement un comportement où le réel et le magique, l'humain et le divin

¹⁴⁴ Cette mort mystique serait également une condition d'entrer dans le monde des ancêtres, des immortels.

s'entrecroisent, se mélangent, se confondent. Certains parlent à ce propos d'une réinvention de la tradition, tout en usant de la technologie moderne (Ngainde, 2011).

Si l'"entrée dans la brousse" requiert d'être "initié", de se "blinder" le corps, ce qui implique la pratique des rites et l'usage des divers outils de protections magiques, la "sortie de la brousse" nécessite également des rites de "purification" pour symboliser un retour dans la communauté après des actes de cruauté qui auraient été commis dans la brousse. Ainsi, la plupart des combattants ont souvent recours à des rituels de purification avant d'être autorisés à franchir le seuil du domicile familial. A Bossangoa et dans l'Ouham en général par exemple, les recherches de Conciliation Ressources (2000 :20) ont montré que ces rites ne consistaient pas (pour les ex-combattants) à demander pardon pour leur conduite, ou à se réconcilier, mais à protéger leur santé future et celle des membres de leurs familles. Par ailleurs, ces rites font écho aux rites d'initiation observés à leur recrutement et suggèrent un cycle communément accepté allant d'une vie de famille paisible à une violence cautionnée par les rites en riposte aux menaces pesant sur la communauté.

Ces pratiques se trouvent intégrées dans l'imaginaire de l'Afrique noire en général et la Centrafrique en particulier, où les croyances liées à la réincarnation sont encore prégnantes. La brousse est ainsi considérée comme le lieu de retraite des ancêtres décédés¹⁴⁵ et réincarnés dans les animaux sauvages pour continuer leur seconde vie, mais aussi des âmes et autres esprits qui errent dans la nature (Vergiat, 1981). De ce fait, aller épouser la vie dans la brousse revient aussi à se préparer avant d'entrer dans ce monde des non vivants. En quittant ce monde des non humains, il est vital de procéder à des rites de purification en vue de protéger sa santé de même que celle des membres de sa famille, et se séparer des esprits nuisibles de la forêt ou ceux des ennemis tués au combat. Des rites pour être apte à entrer dans l'autre monde, et des rites pour en sortir et redevenir une personne fréquentable. Cela conforte notre postulat de combattants animistes chez les anti-Balaka. Le passé est donc toujours aussi actualisé dans le présent.

¹⁴⁵ Décider de la guerre, selon Palmieri (*ibid.*) revient donc à demander – et à obtenir – le soutien implicite des esprits ou des mânes des ancêtres; cela permet également de donner au conflit prévu ou en cours une immense dimension idéelle et irrationnelle, car les gestes de la violence auront en quelque sorte été avalisés par des entités surnaturelles, quand l'individu, investi par elles, agira en leur nom.

IV. LA SORTIE DES GROUPES ARMES, UNE « SORTIE DE LA BROUSSE » ?

Comparativement à ce que nous avons appelé l'« entrée dans la brousse » qui correspond au passage des jeunes de la communauté à la rébellion (dans la jungle), la sortie des jeunes de la rébellion ne correspond pas *ipso facto* à une « sortie de la brousse » (donc de la rébellion). En revanche, elle peut être comprise de trois manières : (1) une sortie en ville/au village avec son groupe rebelle (une délocalisation du groupe armé de la brousse vers le village/la ville), (2) une sortie du jeune en ville/au village sans être détaché de la rébellion (un pied en brousse et un pied dans la communauté), et (3) un détachement (total ?) de la rébellion (sortie de la jungle et du groupe armé).

En effet, les derniers conflits violents en Centrafrique ont montré que contrairement aux luttes qui s'effectuaient contre les Zaraguinas par les anti-Zaraguinas qui se lançaient à leur poursuite en brousse, puis en sortaient après les batailles, la logique des Anti-Balaka et des (ex-) Séléka révèle autre chose. Si à un moment donné on pouvait quitter la vie communautaire pour "entrer dans la brousse" et rejoindre les groupes armés, les évolutions ultérieures dans les luttes armées ont fait délocaliser les terrains des batailles de la brousse vers les villes et les villages. « La sortie de la brousse » dans ce cas de figure correspond simplement à la délocalisation des bases des groupes armés de l'intérieur de la brousse vers les villes et villages. Même si dans certains cas, ces groupes armés vivent séparés du reste la communauté "dans leurs bases", ils ont néanmoins quitté la vie en brousse (au sens propre) et vivent désormais à côté de la communauté. Dans d'autres cas, c'est toute la communauté villageoise qui se défend. Chaque membre devient ainsi milicien/rebelle comme pour certains groupes anti-Balaka. « La sortie de la brousse » ne correspond donc pas ici à la sortie du groupe armé, mais à une délocalisation de la lutte armée de la brousse dans les villages. Au-delà du groupe qui se délocalise, il existe aussi des situations où les jeunes combattants alternent vie en communauté et activités guerrières en brousse avec un pied de part et d'autre. Le détachement complet du groupe armé est la troisième caractéristique qui peut signifier non sans ambiguïté « sortie de la brousse », donc de la rébellion, que celle-ci soit délocalisée au village/en ville ou restée dans la brousse.

Reprenons l'histoire de l'ex-garde du corps anti-Balaka (Mike) et de sa sœur pour illustrer nos propos relatifs à la « sortie de la brousse ». En effet, dans leur fuite, ils ont été recueillis par les Anti-Balaka dans la brousse où ils ont également contribué aux combats après avoir subi les rituels de protection magique. Cette étape correspond à leur "entrée dans la brousse". Par la suite, ils sont arrivés à Bangui, en ville donc où ils vivent dans leur base, mais à proximité de

la communauté (première caractéristique de la sortie). Au moment où ils ont été sélectionnés pour suivre les formations financées par l'UNICEF, ils ont gardé un attachement avec leur groupe armé en vivant sur leur base, puis dans une famille d'accueil (deuxième caractéristique de la sortie) avant de prendre leur distance avec ledit groupe beaucoup plus tard lorsqu'ils ont enfin trouvé un local habitable (troisième caractéristique de la sortie). L'ambiguïté de cette troisième caractéristique tient au fait qu'avec l'évolution de la situation ultérieure, Mike garde encore des liens avec ses anciens chefs, même s'il est désormais détaché de la rébellion :

Nous sommes restés [lui et sa sœur] avec eux [les Anti-Balaka] fin 2013, 2014 jusqu'en 2015. En 2016, le chef de notre groupe nous a posé la question de savoir si nous étions d'accord pour prendre part aux formations proposées par l'UNICEF, car notre âge ne nous permettrait pas de faire partie des forces de l'ordre [dans l'hypothèse d'un programme DDR pour adulte]. [...]C'est ainsi que nous avons été remis à l'UNICEF pour être profilés.

Durant la formation, nous vivions toujours sur notre base. C'est ainsi que j'ai décidé de prendre ma sœur cadette pour regagner une famille d'accueil. Mais dans cette famille d'accueil, la vie était difficile, car elle ne nous donnait pas à manger si nous ne contribuons pas à l'achat de la nourriture. J'ai donc décidé, vu les conditions difficiles de notre vie, de chercher une maison en location. On nous a montré cette petite maison qui en ce temps-là était un poulailler¹⁴⁶ (entretien avec Mike, Bangui, déc. 2017).

Pour Ibré, à l'époque colonel séléka, alors qu'il avait refusé de se faire enregistrer comme enfant-soldat par les forces françaises¹⁴⁷, la démission du Président Djotodjia suivi de la dispersion de la Séléka a mis fin à son aventure guerrière dans la détresse. Son parcours montre également une suite d'étapes depuis la rébellion en brousse à la prise du pouvoir en ville et enfin, une séparation du groupe en dépit des liens encore existant entre lui et les anciens membres de ladite rébellion comme son ancien commandant reparti récemment (2020) en rébellion.

Pour certains comme Mélane (22 ans, ex-Séléka), elle est sortie suite à la dispersion des éléments de la Séléka, mais aussi pour une raison bien particulière : elle était enceinte d'un autre combattant séléka resté au Camp Béal à Bangui dans l'attente du DDR et surtout à l'occasion du décès de sa mère :

¹⁴⁶ Avec sa soeur revenue de Bossangoa, ils habitent encore ce local lors de notre dernière visite qui date d'octobre 2022.

¹⁴⁷ En réalité, même s'il est devenu rebelle à bas âge, il avait à cette époque dépassé 18 ans et ne pouvait pas être considéré comme un enfant associé à une force et groupe armé. Nous pensons que sa petite taille a probablement influencé les soldats français. Il a finalement été envoyé à Bossembélé (centre ouest) où il a commencé une formation militaire, formation qui n'aboutira jamais...

A l'arrivée des Anti-Balaka, comme les choses sont devenues complexes, on nous a demandé de repartir à la base. Nous y sommes allés. Nous avons en même temps été confrontés aux attaques des Anti-Balaka, combats durant lesquels certains d'entre nous ont trouvé la mort, mais nous sommes restés en vie. [...] Nous sommes restés dans la base des Séléka [au camp Béal à Bangui]. On nous envoyait nos « parts » [rations alimentaires et argent]. A un moment donné, il y avait rupture de ces ravitaillements. Puis au décès de ma mère, j'en ai profité pour sortir. Et depuis que je suis sortie, je ne suis plus repartie à la base ; je suis restée au quartier (entretien avec Mélane, Bangui, déc. 2017).

Ces exemples illustrent parfaitement comment certains jeunes anti-Balaka et (ex-) Séléka ont pu sortir de leur groupe armé respectif, surtout la manière à laquelle ils étaient à un moment donné plongés dans la détresse. Les parcours de ces jeunes les ont conduits d'abord dans la brousse où ils se sont détachés de la vie communautaire villageoise ou citadine, environnements qu'ils vont réintégrer ensuite après un vécu dans les groupes armés. L'entrée dans la brousse est donc une entrée dans la violence, dans la jungle, et la sortie de la brousse, un rapprochement de la vie communautaire, et un acte de détachement de la violence suivi d'un retour à la vie civile. Un retour à la vie civile qui place ces jeunes en face d'autres défis qui prolongent la violence expérimentée dans la brousse.

Cela dit, au regard de notre postulat d'une jeunesse plurielle qu'on observe en Centrafrique, il importe de mentionner que mise à part la situations des jeunes associés aux forces et groupes armés, il y a le cas de ceux qui ont choisi de rester en dehors de la violence, malgré la situation de conflit permanent, de persécution, et le manque criard d'opportunités. Nous explorons ces cas à travers le récit développé dans le sous-chapitre suivant.

V. LES JEUNES NON IMPLIQUES DANS LES GROUPES ARMES

Jusque-là, nous avons essayé de démontrer que le territoire centrafricain est une arène dans laquelle des acteurs avec des intérêts divers et variés s'affrontent tout en mobilisant les jeunes, cette « main d'œuvre bon marché » (Debos 2012). En effet, les jeunes en contextes de conflits sont généralement décrits comme perturbateurs de la vie sociale, et les exemples abondent à partir des pays comme la Sierra-Leone ou le Libéria entre autres (Iwilade, 2022) où ils font peur à la société et sont étudiés généralement sous l'angle d'acteurs violents ou de victimes (*ibid.*). Toutefois, à côté de ce tableau noirci, il existe une frange de cette population jeune qui fait le choix ou s'efforce de rester à l'écart des actes violents, de « ne pas entrer en brousse », bien qu'elle soit affectée par la violence ambiante. C'est dans ce sens que Sommers (cité par Both *et al.*, 2018) parle de « jeunes affectés par la guerre », de « jeunes ordinaires » et de leurs

problèmes, dont la majorité ne sont jamais impliqués dans les conflits armés. Lombard et Batianga-Kinzi (2014) montrent comment la violence est profondément ancrée dans la vie quotidienne en RCA, ce qui signifie que les "jeunes ordinaires" sont susceptibles d'avoir des expériences considérables avec la violence, même s'ils n'ont jamais fait partie de groupes armés. Ainsi, Both *et al.* (*ibid.*) démontrent que dans un contexte décrit comme violent, le choix des jeunes tombe dans trois catégories: "staying and becoming involved, staying and not becoming involved but living in a besieged context, or fleeing and therewith escaping violence"¹⁴⁸. La seconde option étant moins étudiée, ce sous-chapitre se donne donc à l'approfondir.

Pour illustrer nos propos, nous allons nous appuyer sur un parcours particulier parmi tant d'autres que nous avons relevés à Paoua et à Bangui pour montrer que contrairement aux avis pessimistes, les jeunes en Centrafrique ne sont pas « une génération perdue » (ACORD, 2007). Nous concluons alors que les contextes de violence récurrentes offrent des occasions à des actes dynamiques de non-violence dans l'univers des jeunes, et que les politiques peuvent se baser sur ces facteurs à l'origine de la non-implication des jeunes dans la violence armée pour promouvoir la stabilité durable dans le pays.

V.1- Grandir dans la guerre et refuser la violence à Paoua

Comme décrit ci-haut, Paoua est une ville rurale du nord-ouest de la République centrafricaine où les conflits récurrents sont une expérience dominante pour les jeunes. De ce fait, les discours tenus de l'extérieur tendent à dépeindre ces derniers comme extrêmement violents. Cependant, en dépit de cette expérience répétée avec les conflits, il y a des jeunes qui parviennent à résister à la mobilisation violente, même si celle-ci est parfois employée pour la défense communautaire. En présentant ce cas illustratif, nous n'insinuons pas que ces jeunes "non violents" ne sont pas touchés par la violence, ni qu'ils ne sont que de simples victimes ; ces jeunes s'efforcent simplement de rester à l'écart de la violence pour diverses raisons. C'est le cas d'un jeune rencontré à Paoua dont nous analysons le parcours dans les lignes ci-après.

¹⁴⁸ « Rester et être impliqué, rester et ne pas s'impliquer mais vivre dans un contexte assiégé, ou fure et échappé à la violence » [notre traduction]

V.1.1- La vie de Siméon¹⁴⁹ pendant la guerre à Paoua

L'histoire que Siméon nous partage est celle de son expérience avec la violence après le coup d'Etat du général François Bozizé qui a chassé du pouvoir le Président Patassé, un originaire de la ville de Paoua. La création en 2005 d'un groupe de rébellion dénommé Armée Populaire pour la Restauration de la Démocratie (APRD) dont l'origine est attribuée au président évincé et surtout à ses proches (cf. *supra*), a déclenché les représailles de la garde présidentielle de Bozizé (les *bérets verts*) qui ont semé la désolation dans la région du nord-ouest et surtout à Paoua. Bien qu'ayant été « torturé pour rien », nous confie Siméon, il n'a pas pris part à la violence à cette époque pour se venger; pas plus qu'il n'a intégré les récents groupes armés qui se sont érigés dans la région, contrairement aux autres jeunes de sa génération.

En effet, Siméon avait 38 ans et était un leader des jeunes de la localité lorsque nous l'avions rencontré. Ayant été l'une des victimes des exactions perpétrées par les *bérets verts* contre la population à partir de 2005, il nous relate de la manière suivante comment était la vie quotidienne dans cette ville à cette époque :

A cette époque, la vie était très très difficile. Si on nous annonce que "Ngaïkossé¹⁵⁰ arrive !" [avec ses éléments], il faut qu'au loin, les gens disparaissent dans la brousse ; même ici dans la ville de Paoua. Et moi je faisais de même. Moi aussi je fus victime, ils [les *bérets verts*] m'ont un jour pris depuis le quartier et m'ont amené dans leur camp, la concession qu'occupent actuellement la MINUSCA. Ils m'ont torturé avec des coups de bâtons et à la fin, ils ont pris une faucille avec laquelle ils m'ont affreusement blessé.

Pourtant, ce jeune ne saura jamais pourquoi il a été torturé ainsi. Voici comment il répond lorsque nous lui avons demandé *pourquoi* lui ont-ils fait cela :

Pour rien ! C'est parce que je suis jeune de Paoua, c'est tout !. A cette époque, tous les jeunes de Paoua ont des problèmes de ce type. Et j'avais environ 28 ans [25 ans en réalité]. Même là tu peux encore voir les cicatrices des cordes avec lesquelles ils m'ont attaché. Ici ce sont les traces des coups et blessures qu'ils m'ont infligées, huit (08) cicatrices que je garde encore depuis cette époque sur mon dos. Certaines traces ont commencé à disparaître progressivement [il nous montre les larges cicatrices persistantes sur son corps]. Lorsqu'on m'a fait sortir, j'étais mourant. Il n'y avait pas de dispensaire, aucun endroit où me

¹⁴⁹ Cette histoire de vie de Siméon (prénom fictif), au regard de sa pertinence, a fait partie des cas similaires publiés par Both *et al.* (2022) comme chapitre de livre intitulé "Staying away from arms? The non-violent trajectories of youth in times of conflict in the Central African Republic". In Iwilade, A. & Ebiede, T. M. (éds.), *Youth and Non-Violence in Africa's Fragile Contexts*, (pp. 15-38). Springer Nature.

¹⁵⁰ Rappelons que le capitaine Ngaïkosset Eugène surnommé « le boucher de Paoua » par les médias, est issu des Forces armées centrafricaines (FACA). Etant un proche du président Bozizé, il était en tête des détachements de la garde présidentielle connu pour les exactions menées sur la population civile dans la région de Paoua durant la rébellion de l'APRD.

soigner. Donc on était obligé de m'envoyer au Tchad pour me soigner traditionnellement avec des écorces, des racines d'arbre, des massages traditionnels avec les feuilles diverses, etc.

Une mésaventure qui aurait motivé ce jeune homme à prendre les armes, et donc à s'engager dans la violence dans ce contexte où même la population adulait l'APRD pour ses attaques efficaces contre les Zaraguina. Son histoire continue :

Après deux mois de traitement, j'arrivais à peine à me lever, mais je ne pouvais pas encore marcher ; j'étais comme "paralysé", et il fallait m'aider des bâtons pour avancer. Au troisième mois de traitement, comme j'étais un peu rétabli et que certaines plaies ont commencé à cicatriser, j'ai décidé de retourner à Paoua. Et la personne qui m'a le plus aidé à cette époque était monsieur Gbangouma¹⁵¹ ; celui-là même qui était l'auteur des tortures que j'ai subies. Heureusement, il sortait avec ma cousine. A mon retour à Paoua, comme il était encore ensemble avec ma cousine, celle-ci m'a présenté à ce monsieur. Et moi je savais que c'était lui qui m'avait torturé. Mais quand il m'a demandé, je n'ai pas dit exactement ce qui s'était passé et je lui ai caché que c'était lui mon bourreau. J'ai mis mon problème sur le compte d'autres événements. Ainsi, il a pris l'initiative d'acheter des médicaments avec lesquels j'ai poursuivi mes traitements. C'était extrêmement difficile durant cette période.

On voit donc à quel point la violence est omniprésente et que les jeunes en sont affectés même en étant à l'écart des armes. C'est ce que précise Siméon pour qui le simple fait d'être jeune de Paoua a suffi pour qu'il soit la cible de tortures sans aucune autre forme de procès. Malgré cette injustice, sa réaction remet en cause cette image des jeunes acteurs de violence et vengeurs.

V.1.2- Siméon, un jeune « non violent par nature »

En dépit des atrocités dont Siméon a été victime, il n'a pas décidé de se venger comme certains jeunes devenus rebelles ou miliciens l'ont fait, et est resté à l'écart de la violence. On peut se demander toutefois si le fait d'être soigné par son bourreau a-t-il eu un impact sur son comportement ? Ou simplement n'est-il pas de nature violent comme il l'a souligné lors de notre entrevue ? N'a-t-il jamais été tenté par un sentiment de vengeance ? Ou plutôt, craint-il les conséquences de la guerre et s'est simplement résigné ? Pour ce jeune, la réponse est simple : il a toujours détesté la violence ; même étant enfant à l'école, il était incapable de donner un coup de poing à un collègue dans les bagarres entre gamins.

Entretemps, sa vie a été fortement perturbée par cette douloureuse expérience. Comme il l'a mentionné par la suite, il n'avait plus la force de continuer ses activités de fabrication des

¹⁵¹ Il s'agit en effet du capitaine Koudemon Olivier connu sous le sobriquet de « Gbangouma ». Aussi proche de Bozizé, il était sur le théâtre des opérations à Paoua avec le capitaine Ngaïkossé à l'époque de l'APRD. Les deux sont accusés aujourd'hui de soutenir les Anti-Balaka.

briques cuites qui le faisait vivre, lui et sa famille. Il s'est donc réorienté professionnellement et a trouvé un travail en tant que gardien dans les ONG internationales installées dans la ville à cette époque. Puis, à l'ONG Action contre la faim (ACF), il a suivi une formation de technicien de forage qui lui a permis de reprendre sa vie en main jusqu'aujourd'hui. Ce qui lui vaut son sobriquet de « l'eau c'est la vie » relativement à sa spécialité de réparateur des forages défectueux, a-t-il dit. Devenu leader de la jeunesse, il est une figure d'une partie de la jeunesse restée à l'écart de la violence, même si certains jeunes de Paoua se sont à nouveau regroupés récemment au sein de groupes RJ et Anti-Balaka pour, disent-ils, se défendre face aux exactions des (ex-) Séléka.

Il ressort de cet exemple que la violence est vécue de façon quasi récurrente par les jeunes certes, mais tous ne sont pas embarqués dans les actes violents en dépit de la persécution dont certains sont victimes de manière directe ou indirecte. Bien qu'être affecté par la violence pourrait constituer un mobile suffisant pour déclencher leur implication dans les conflits, le cas de ce jeune qui n'est qu'un exemple parmi tant d'autres nous présente une situation inverse. Les exemples de ce type peuvent être multipliés pour démontrer que mis à part la fuite ou l'enrôlement comme combattant, la non-participation dans les conflits violents est une possibilité aussi adoptée par les jeunes en Centrafrique. Voici ce qu'en dit un jeune leader musulman que nous avons rencontré relativement à la non-implication de certains jeunes de la communauté musulmane dans la multitude des groupes armés en Centrafrique :

Ici [...], certains musulmans disent qu'il est préférable de faire du commerce et gagner un peu d'argent en un mois par exemple, que d'aller souffrir pendant une longue période d'une, de deux ou trois ans dans la brousse avant d'en gagner. Parmi ceux-là, il y a aussi des jeunes qui veulent intégrer ces groupes armés, mais leurs parents les en empêchent. Surtout du côté des femmes, les parents disent que la place de la femme musulmane est chez son mari, et non dans un groupe armé d'où elle pourrait ramener des comportements indécents (entretien un jeune leader musulman, Paoua, mars 2017).

Tout le monde ne voit donc pas dans la guerre des opportunités à saisir. L'instruction et le soutien de la famille éloignent aussi les jeunes de la violence armée. Les jeunes les plus instruits appréhendent mieux les conséquences de la vie dans la rébellion que leurs pairs d'un bas niveau d'instruction. Il apparaît aussi que certaines pesanteurs socio-culturelles peuvent jouer sur l'implication ou non des jeunes dans ces groupes armés, comme c'est le cas des filles relaté par notre interlocuteur ci-dessus cité. Enfin, la violence de longue durée crée une situation de vulnérabilité, de pauvreté qui impacte la vie des jeunes en lien avec la violence armée ; situation que les soutiens familiaux et institutionnels pourraient résorber :

S'il faut bien voir, c'est que si tu as quelqu'un dans la vie qui te supporte et te vient en aide lorsque tu as des problèmes, c'est difficile d'aller prendre les armes. C'est un peu mon cas. Mon père m'a acheté cette moto qui me permet de me débrouiller. Du coup, c'est inutile d'aller rejoindre un groupe armé [...] Il m'a acheté une nouvelle moto et m'a appelé pour me conseiller me disant que si par hasard il entend dire que je suis parti rejoindre un groupe armé, il ne va plus me considérer comme son fils [...] Pour les autres, il arrive qu'ils soient orphelins, et n'ayant personne pour les aider, ils décident parfois d'aller rejoindre les groupes armés (entretien avec Lex, 22 ans, village Gadoulou -Paoua-, mars 2017).

La jeunesse est donc plurielle en Centrafrique. Comme le dit Iwilade (*op. cit.*), pour comprendre la non-violence, il faut reconnaître que le même système d'organisation qui anime la violence est impliqué dans la construction de la paix, la différence étant que les acteurs calculent que leurs chances sont mieux servies par la paix ou par la violence¹⁵²...

Conclusion du chapitre

Nous voilà au terme de cette exploration longitudinale de la vie des jeunes dans un contexte de violence répétée en Centrafrique. Cette excursion biographique nous a montré qu'une bonne partie de ces jeunes est soumise à un environnement contraignant et les marges de manœuvre dont ils disposent s'en trouvent restreintes. Leur "entrée dans la brousse" est un processus qui montre que la société dans laquelle ils évoluent est profondément déstructurée par une accumulation successive d'histoires violentes. C'est ce que nous montre le cas des jeunes qui intègrent les groupes armés aussi bien dans un contexte de relative accalmie, que ceux qui prennent les armes en situation de guerre ouverte, excepté les cas d'enrôlement forcé.

En outre, les facteurs déclencheurs ou aggravants ces engagements dans la guerre étant multiples dans une société multicrise, nous avons démontré comment la violence se reproduit à travers les jeunes, et comment les traditions de défense communautaire peuvent muter durablement en culture de violence qui s'exprime dans les actes de vengeance. Cette dernière étant souvent évoquée comme schème explicatif pour justifier les actes de cruautés déshumanisantes. L'histoire et la tradition ont donc des poids non négligeables dans l'usage des "forces occultes" et autres rituels de protection qui trouvent un terrain d'expression renouvelée en tant temps de guerre.

¹⁵² L'auteur ajoute « These calculations are continually being renegotiated and adapted to the realities of the social context, thus producing rational responses that have an equal chance of being violent or non violent. » (p. 7)

Les trajectoires des jeunes présentées attestent d'une société sans perspectives qui offre des choix sans choix à la jeune génération qui, par effet même de ces expériences violentes accumulées et injustices subies, pourrait les répliquer dans des contextes inchangés. Bien que cette crainte soit justifiée, il reste qu'en dehors de certains jeunes moulés par la violence et la soif de vengeance, ou ceux qui voient des opportunités dans les groupes armés, il existe une majorité silencieuse de jeunes qui résistent à la violence armée en dépit des préjudices subies ou encore les tentations attrayantes. Si la personnalité, mais aussi le niveau d'instruction ou le soutien familial peuvent encadrer ces "décisions", il est à considérer toutefois que la guerre n'est pas un projet de vie pour tous les jeunes en Centrafrique.

Cela dit, à l'exception des jeunes dont les parcours viennent d'être explorés, il existe un autre groupe d'acteurs dans l'arène politique centrafricaine dont le poids ne saurait être négligé dans les analyses à l'exemple des leaders des milices et groupes armés qui pullulent en Centrafrique ainsi que les acteurs internationaux dont les organisations humanitaires. Cette masse juvénile à agentivité limitée n'est-elle pas devenue une "ressource" à la portée de ces acteurs ? C'est l'objet du chapitre suivant.